



PRENUMERATA
 w Paryżu ina prowincji:
 KWARTALNIE..... 12 fr.
 PÓROCZNIE..... 24 fr.
 ROCZNIE..... 46 fr.
 NUMER ŚRODOWY... 40 c.
 NUMER SOBOTNI... 75 c.

Zagranicą:
 ROCZNIE..... 50 fr.

TELEFON :
 TRUDAINE 61.42

POLONIA

REVUE BI-HEBDOMADAIRE POLONAISE, POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

Wychodzi we środy (po polsku)

Paraissant chaque mercredi (en polonais)

i w soboty (po francusku i po polsku)

et chaque samedi (en français et en polonais)

ABONNEMENTS
 Paris et Départements :
 TROIS MOIS..... 12 fr.
 SIX MOIS..... 24 fr.
 UN AN..... 46 fr.
 NUM. DE MERCREDI 40 c.
 NUM. DE SAMEDI... 75 c.

Etranger :
 UN AN..... 50 fr.

TELEPHONE :
 TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3^{bis}, rue La Bruyère, 3^{bis} — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

La Pologne économique

Les exportations polonaises en 1921.

C'est seulement à partir de 1921 que l'on peut comparer la situation générale de la Pologne par rapport à l'avant-guerre. C'est la première année normale qu'aient connue nos amis et alliés de l'Est depuis 1913. L'année 1919 avait été, en effet, consacrée à l'organisation intérieure du pays et l'année 1920 obscurcie par la guerre avec les bolcheviks. La victoire finale l'ayant délivrée du cauchemar, la Pologne s'est aussitôt remise avec ardeur au travail et cet effort, d'après les chiffres publiés par les statistiques officielles, a eu pour résultat un accroissement général du commerce extérieur de la nation. Cette conséquence constitue donc le meilleur indice de l'amélioration générale des affaires et de la situation économique.

Un rapide examen des chiffres d'exportations polonaises à l'étranger démontre l'inanité de la campagne perfide menée contre la Pologne par les officines prussiennes. Ces chiffres, les voici par catégories de produits et par tonnes :

Catégories	1920	1921
Dénrées alimentaires.....	143.147	163.052
Matières premières.....	349.062	1.470.641
Produits semi-ouvrés.....	4.920	16.270
Fabricats.....	121.302	378.000
Marchandises diverses.....	1.883	110
Totaux.....	620.314	2.028.073
Animaux vivants..... nombre.	41.915	207.692

Ce premier tableau indique en 1921 une progression de 227 0/0 par rapport à 1920.

Voici encore un tableau comparatif concernant l'exportation de certaines catégories de marchandises et d'animaux :

	1920	1921
	nombre	nombre
Volailles.....	41.741	195.121
Porcs.....	109	11.107
	Tonnes	Tonnes
Sucre.....	15.528	39.455
Eau-de-vie et spiritueux.....	2.274	14.271
Charbon et briquettes.....	146.779	334.888
Bois.....	93.147	767.042
Ciment.....	40.564	73.986
Chaux.....	182	45.567
Briques et argile.....	275	23.266
Produits d'origine animale.....	200	878
Bois et vannerie.....	5.560	41.438
Produits céramiques.....	8.040	6.591
Produits chimiques.....	97.770	305.872
Ouvrages en métaux.....	8.150	20.436
Produits textiles et tissus.....	690	1.273
Confections et vêtements.....	210	277
Marchandises diverses.....	622	1.235

Les exportations polonaises ont été dirigées vers les pays suivants :

	1920	1921
	Tonnes	Tonnes
en Allemagne.....	232.731	539.589
en Autriche (charbon).....	130.303	310.537
— (autres marchandises).....	69.487	103.038
en Tchécoslovaquie.....	74.404	210.851
en Angleterre.....	14.018	184.146
en France.....	2.253	22.592
en Roumanie.....	3.179	21.261
aux États-Unis.....	211	775
autres pays.....	93.729	575.325

Ces chiffres témoignent de l'activité industrielle et commerciale de la Pologne. Un autre fait comparatif prouve mieux encore l'amélioration de cette situation économique : les chemins de fer polonais ont transporté en 1921, 117.629.800 voyageurs au lieu de 66.784.000 en 1920 ; quant au tonnage des marchandises transportées, il est passé de 16.889.162 tonnes en 1920 à 28.032.000 en 1921, soit une augmentation respective de 76 et de 66 0/0.

Les tableaux qui précèdent doivent être étudiés et médités ; ils sont la réponse la plus éloquente à ceux qui mettent encore en doute la vitalité de la Pologne et ses facultés de développement économique.

Maurice TOUSSAINT.

Voyage à la frontière

russo-roumaine

Kichinef et les bolcheviks.

A la hauteur de Kichinef, le Dniestr capricieux dessine une boucle particulièrement accentuée ; il se rapproche ainsi de la capitale de la Bessarabie jusqu'à cinq ou six lieues seulement.

Cette proximité du territoire ukrainien (province d'Odessa) et du pays bolcheviste met naturellement Kichinef et toute la Bessarabie dans une situation assez délicate, situation qui, à certains moments, fut même dangereuse.

C'est miracle que la riche province de Bessarabie ait échappé aux méfaits du bolchevisme et aux destructions stupides que les adeptes du nouvel Evangile social accumulent partout où leur règne s'établit.

A l'avènement de Lénine (novembre 1917), l'armée russe avait vu se généraliser cette décomposition qui déjà la menaçait. Sans s'inquiéter de la défense du territoire roumain à laquelle elles étaient préposées, les divisions russes cantonnées en Moldavie, quittaient le front, se répandaient dans l'arrière-pays, et tout en regagnant leurs foyers, où le partage des terres, leur disait-on, allait se faire au préjudice des absents, elles se livraient au pillage et au meurtre.

Le nord et le sud de la Bessarabie étaient la proie des régiments russes bolchevisés, conduits par des sous-officiers ou par de simples soldats. Nombre de propriétaires fonciers, surpris sur leurs terres, avaient été assassinés, martyrisés parfois. Beaucoup de juifs

aussi, dans les bourgades et les petites villes bessarabiennes, où ils tiennent le commerce, tout comme en Pologne, avaient été pillés, et quelquefois tués, par cette soldatesque déchainée.

Souvent l'obscurité des nuits d'hiver s'éclairait de la lueur des incendies et les plus grandes villes, Kichinef principalement, voyaient accourir éperdues, les victimes de ces attentats, échappées à la fureur imbécile des moujiks en armes.

A Kichinef siégeait alors l'assemblée nationale bessarabienne (sfatul Tsarei, de tsara, la terre). Cette assemblée, qui personnifiait les aspirations moldaves de la Bessarabie, avait été inaugurée le 21 novembre (1917), au milieu d'un concours énorme de paysans qui pleuraient d'attendrissement à la vue des bannières de l'ancienne Moldavie, si longtemps interdites et prohibées par l'administration russe.

C'est au moment où cette assemblée nationale bessarabienne proclamait la « république moldave » avec l'idée de se séparer de la Russie livrée aux bolcheviks, que les victimes de la soldatesque russe arrivaient en masse à Kichinef pour demander assistance à la seule autorité qui existait encore dans le pays.

En vain des cohortes s'organisaient localement pour résister aux Russes ; en vain les unités bessarabiennes détachées de l'armée russe, essayaient de défendre leur pays contre la masse des Moscovites, les troupes russes en révolte déferlaient sur le territoire bessarabien comme une vague irrésistible.

L'anarchie s'approchait de Kichinef. Plusieurs villes bessarabiennes, les plus rapprochées de la Moldavie, avaient déjà demandé secours au gouvernement roumain, établi alors à Jassy. La Roumanie préoccupée par les tentatives de bolchevisation de Rakowsky parmi les troupes roumaines, et du dessein de cet aventurier d'enlever la famille royale de Roumanie, comme Lénine avait fait de la famille impériale de Russie, la Roumanie, dis-je, n'osa pas répondre aux vœux des Bessarabiens de Cahul, Reni et autres villes.

La guerre durait encore. La Roumanie était aux trois quarts occupée par l'armée allemande. Toute intervention roumaine en Bessarabie aurait été jugée comme une offense à la Russie et aurait précipité la paix séparée que les bolcheviks voulaient alors conclure avec l'Allemagne.

Toutefois, vers le 20 décembre 1917, n'y tenant plus, le gouvernement bessarabien de Kichinef envoya demander l'aide des Alliés et plus particulièrement de la Roumanie contre la barbarie des bolcheviks en Bessarabie. Les Alliés promirent l'envoi d'une division serbe et d'une division tchéco-slovaque, formées l'une et l'autre de prisonniers de guerre de l'armée austro-hongroise et rassemblées à Odessa et à Kief.

Ces deux divisions ne purent marcher au secours de la population paisible de Bessarabie, et celle-ci ne trouvant plus asile dans les rares villes du pays, déjà encombrées par les réfugiés campagnards, commença un pé-

FR.60

nible exode vers le royaume de Roumanie, franchissant le Prout et s'abritant en masse à Galatz, à Jassy, à Botochani.

Cependant la crise devenait plus grave. En janvier 1918, les bolcheviks s'emparaient de Kichinef. Une partie de la population juive (et celle-ci est en majorité dans la ville) se montrait favorable au gouvernement des soviets. L'assemblée nationale bessarabienne était dispersée; nombre de ses membres étaient emprisonnés; plusieurs étaient exécutés. Les bolcheviks ne respectèrent même pas la Commission Interalliée pour le ravitaillement du front roumain qui siégeait à Kichinef. Ses membres furent arrêtés et les deux millions de roubles de sa caisse furent emportés.

Kichinef devait connaître, à son tour, le « gouvernement » des bolcheviks.

L'état-major rouge, dirigé par des chefs de bande qui portaient les noms de Levinsohn, Kaabak, Perper et qu'assistait un forçat libéré, Katovsky, s'installait dans le palais de l'assemblée nationale bessarabienne et livrait la ville aux exactions des soldats bolcheviks.

Cette fois, le gouvernement roumain, sollicité de nouveau par l'assemblée nationale, n'hésita plus à se porter au secours de la Bessarabie. Vers la fin de janvier 1918 une division roumaine occupa Kichinef. Les chefs bolcheviks s'enfuirent au delà du Dniestr, et la Bessarabie fut délivrée.

Quelques jours plus tard, l'assemblée nationale votait l'indépendance de la Bessarabie et sa séparation complète d'avec l'Empire russe. C'était le moment où les bolcheviks signaient une paix séparée avec l'Allemagne et abandonnaient la Roumanie à la vengeance allemande.

Enfin, le 9 avril, l'assemblée nationale décidait le rattachement de la Bessarabie à sa mère-patrie, la Roumanie, à la condition que la Bessarabie conservât son autonomie provinciale; que la réforme agraire, commencée en Bessarabie, fût poursuivie par les autorités locales bessarabiennes.

Cette réforme agraire qui devait créer des dizaines de millions de propriétaires en Bessarabie et détourner les masses rurales des tentations bolchevistes, fut accomplie comme il avait été prévu; mais la Bessarabie renonça plus tard à l'autonomie politique et à la Diète particulière qu'elle avait réclamée tout d'abord.

Fraternellement, les députés de Bessarabie allèrent s'asseoir à Bucarest à côté de leurs collègues de l'ancienne Roumanie et de la Transylvanie.

L'unification de la grande Roumanie était accomplie.

Georges BIENAIMÉ.

BULLETIN

(Agence Télégraphique de l'Est.)
« Ajencja Telegraficzna Wschodnia »
12, rue du Helder.

Le 14 juillet en Pologne.

A l'occasion de la Fête Nationale française, une grande solennité a eu lieu place de Saxe, à l'issue de laquelle le général Sosnkowski, ministre de la Guerre, remit le grand cordon de l'ordre *Polonia Restituta* au général Dupont et décerna des croix d'officier et de chevalier du même ordre à 16 officiers français.

Le général Dupont remit au général Romer la cravate de commandeur de la Légion d'honneur et des croix d'officier et de chevalier à plusieurs officiers polonais.

La cérémonie, qui avait été précédée d'une messe à laquelle assistait le corps diplomatique en entier, a été suivie d'une grande parade devant les nouveaux promus, pendant que les musiques militaires jouaient la « Mar-seillaise » et l'hymne polonais.

L'après-midi, le général Pilsudski a donné, au Belvédère, une réception en l'honneur de l'ambassade de France, des généraux français et des ministres et officiers polonais.

Le désarmement de la population civile en Haute-Silésie.

Le désarmement de la population de la partie de la Haute-Silésie attribuée à la Pologne, est poursuivi avec un grand succès par les autorités polonaises. La population civile n'a élevé aucune protestation.

Une opinion américaine sur la Pologne.

M. Phall, président de la Chambre de Commerce polono-américaine de New-York, actuellement à Varsovie, a déclaré aux représentants de la presse que la Pologne était un pays très riche, auquel un splendide avenir était réservé et que si elle s'est trouvée dans l'obligation d'appeler l'étranger à son secours au point de vue financier, c'est par suite des dégâts considérables que lui a causés la guerre. Il a affirmé que la Haute-Silésie polonaise était le plus riche district industriel d'Europe et pouvait subvenir largement à tous les besoins de l'industrie polonaise. M. Phall a ajouté que l'Amérique était disposée à fournir à la Pologne tout le matériel de chemin de fer dont elle pouvait avoir besoin.

Les bolcheviks profanateurs.

On mande de Polock que les bolcheviks ayant fait irruption dans l'église catholique de cette ville ont brisé les sceaux et ouvert le cercueil contenant la dépouille du bienheureux André Bobola; après avoir arraché les vêtements, ils dispersèrent les reliques dans l'église sous la risée de la foule qui y avait été attirée par des proclamations spéciales.

Meeting de protestation.

Un grand meeting de protestation contre les violences commises par les Allemands sur la population polonaise de la partie de la Haute-Silésie attribuée au Reich, a eu lieu à Rybnik.

Dans une résolution votée à l'unanimité, les assistants demandent au gouvernement polonais d'employer tous les moyens pour faire cesser les exactions commises par les Allemands.

Cette résolution constate que tous les jours des Polonais sont tués et leurs maisons détruites au moyen de grenades. Elle déclare que les massacres de Polonais par les Allemands sont comparables à l'extermination des Arméniens par les Turcs pendant la guerre mondiale.

Les méfaits des Lithuaniens.

Les bandes armées lithuaniennes continuent leurs incursions dans la zone neutre. Dernièrement des soldats lithuaniens déguisés se sont rendus à Szesle; ils ont envahi l'école, ont maltraité l'institutrice, Mlle Montlewicz, l'ont emmenée en territoire lithuanien, l'ont emprisonnée, puis, finalement, lui ont rendu la liberté.

D'autre part, ils ont assailli la station de Rudziszki dont ils ont maltraité le gardien.

L'espionnage en Pologne.

On mande de Leopold que la police a arrêté trois individus qui se livraient à l'espionnage pour le compte de la Russie.

Une réclamation de la Pologne.

Comme suite aux continuelles violences auxquelles se livre l'Orgesch dans la partie allemande de la Haute-Silésie et à la non-publication par les autorités allemandes d'un appel invitant la population au calme et réprouvant les violences commises par les Allemands, ainsi que cela avait été décidé par la commission germano-polonaise réunie à Katowice, sous la présidence de M. Calonder, M. Gabriel Narutowicz, ministre des Affaires Etrangères, est intervenu auprès du gouvernement du Reich. Il a souligné, entre autres, que le personnel du Consulat général de Bytom est l'objet de

persécutions quotidiennes de la part des autorités et de la population allemandes. Un des fonctionnaires a été attaqué par des membres de l'Orgesch et roué de coups. Le ministre des Affaires Etrangères attire l'attention du gouvernement allemand sur le fait que les relations régulières entre voisins seraient rendues difficiles si de pareils agissements se perpétuaient.

Les prêtres catholiques persécutés.

Les prêtres catholiques ont été obligés de quitter les territoires bolchevistes à proximité de la frontière russo-polonaise. Les prêtres orthodoxes mènent une campagne très énergique dans le but de convertir à la religion orthodoxe les paysans polonais séjournant actuellement en Russie.

Chronique financière

Le marché français n'a pu rester longtemps insensible à tout un ensemble de facteurs éminemment favorables qui s'était manifesté tant à l'étranger qu'à l'intérieur du pays. Une réelle fermeté, jointe à une activité de bon aloi, se fait jour à la Bourse de Paris, soutenue dans ses bonnes dispositions par le marché de Londres qui semble vouloir, lui aussi, sortir de sa trop longue torpeur. Deux années de crise sévère ont eu pour résultat que des capitaux considérables, fuyant tout risque et hasard, se sont prudemment réfugiés dans les banques, dont les disponibilités ont, de ce fait, grossi au point de constituer, à l'heure qu'il est, un imposant total. C'est dans cet amoncellement des espèces inutilisées qu'il faut voir la raison des abaissements consécutifs des taux d'escompte de la Banque d'Angleterre, suivie dans ce louable exemple par la Banque de France. Il est évident que le flot ininterrompu des émissions absorbe — et absorbera pendant longtemps encore — une grande partie de ces disponibilités. Mais le reste, et un beau reste, ira forcément vers la Bourse, où des occasions tentantes ne manquent point en ce moment. Ceux qui n'ont pas voulu attendre trop longtemps n'ont, certes, pas à se plaindre, car nombreuses sont les valeurs sur lesquelles on a enregistré, récemment, des plus-values sensationnelles. Citons, par exemple, les actions « Pathé Cinéma » qui de 250 ont passé à 480, la « Banque Française » qui a monté de 100 francs, les « Raffineries Say » valant actuellement presque 1.700, après 1.500, etc., etc. Parmi les valeurs polonaises, très fermes dans leur ensemble, malgré la forte baisse du mark, citons la « Silva Plana », demandée, en hausse, jusqu'à 240, confirmant ainsi nos prévisions antérieures. Les actions et parts « Ratozyn » sont également très fermes. Dans un autre ordre d'idée, il convient d'attirer l'attention sur le compartiment des mines d'or et d'argent. Là, nous citerons la « Rand Mines » intéressante à 132, la « Randfontein » dont le cours actuel de 50 francs pourrait très bien être largement dépassé avant longtemps, la « Camp Bird » à 15 fr. — elle en avait valu 70 il y a deux ans ! — et la « Nazareno » qui a monté à 35 francs sur des gros achats provenant d'une source anglaise généralement bien informée; cette affaire est, dit-on, reconstituée sur des nouvelles bases.

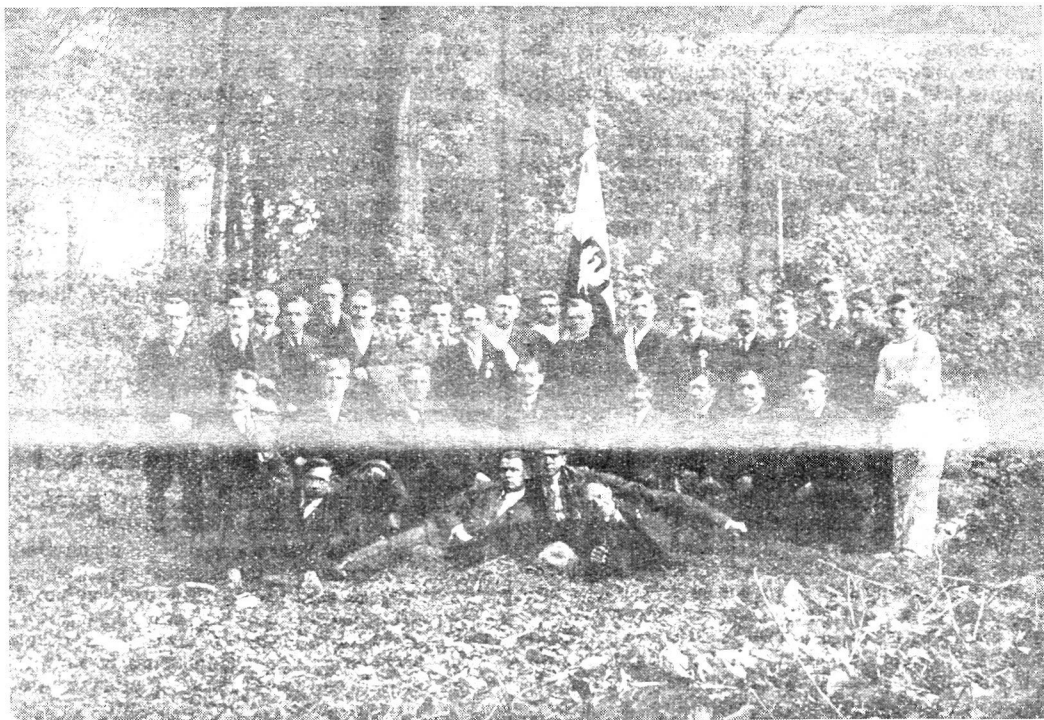
P. L.

EMPRUNT POLONAIS 1920 BONS 4%

90° tirage d'un million

du 15 juillet 1922

Numéro gagnant : 1.189.098



Bruay (Pas - de - Calais).
Grupa górników polskich ze sztandarem sokolskim.

MEMENTO

Trochę psychologii... społecznej.

Znany profesor literatury francuskiej w Sorbonie, p. Fortunat Strowski w bardzo intrygującym artykule o nauczaniu tejże literatury na uniwersytecie paryskim, także niedawno wypowiedział uwagi.

Od dziesięciu lat iluż to uczniów zwraca się do profesorów ze słowami: uczycie nas *wiedzy*, nauczcie nas, wreszcie *wydawania sądu* ponieważ, aby się kierować w życiu, musimy umieć *sądzić*. Profesorowie odpowiadali im: aby mózgi sędzić trzeba *wiedzy*.

Niestety, bardzo mądra idea, jaką owi profesorowie mieli o *wiedzy*, była zbyt obszerna, aby mogła być wprowadzona w życie. I dlatego, zarówno u młodzieży, jak i u mistrzów, uciekano się do namiętności politycznych czy religijnych, które zastępują miejsce sądu, bądź też do doktryn, silnie zbudowanych, podających gotowe rozwiązania.

Profesor Strowski, pisząc te uwagi pod adresem stosunków francuskich, prawdopodobnie nawet nie pomyślał, ile one zawierają gorzkiej prawdy w odniesieniu do Polski.

Toć tam miejsce sądu zastępują namiętności polityczne i religijne, toć i tam doktryny (choćby niebardzo solidnie zbudowane) dają gotowe rozwiązania. A nie tylko to, nie tylko zastępują miejsce sądu, ale, co gorsza, miejsce czynu, a jeżeli do czynu dochodzi, to oparty on jest nie

na wiedzy pełnej, nie na sędzię dojrzałym, ale wypływa z namiętności politycznych czy religijnych, z gotowych doktryn.

A tymczasem coraz jaśniejszą staje się rzecz, że społeczeństwa nie mogą żyć dłużej na dotychczasowych podstawach. Mamy zaś przez to na myśli z jednej strony zupełnie bierny żywot tłumów, bierny nawet wtedy, kiedy idą na ślepo owozym pędem za prowadzonymi partijnymi, a z drugiej ową setkę ludzi u steru stojącą w każdym kraju, miotaną namiętnościami, wожującą doktrynami. Nauki biologiczne pokazały nam jasno, że bytowanie organizmu ludzkiego zawisło od dobrego działania wewnątrz każdej komórki, składającej całość organizmu.

Filozofja pozytywna już kilkadziesiąt lat temu wskazywała intuicyjnie na wielkie podobieństwo między organizmem ludzkim, a organizmem zwanym społeczeństwem. Dziś widzimy coraz dokładniej, że bytowanie społeczeństwa zależy nieodwołalnie od tego, aby każda jego komórka, to jest każda jednostka, działała sprawnie, umiejętnie, jednym słowem nie była komórką martwą pod względem społecznym.

To jest myśl ogólna, zasada, którą uważamy za nieodzowny warunek zdrowia całego organizmu społecznego. Jak to trzeba rozumieć w praktyce, szczegółowo, o tem pomówimy dokładniej później.

K. MŁ

Pod znakiem wyborów

Na skutek naszego apelu w nr. 25 bis *Polonii* do polskich stronnictw i partij politycznych o nadsyłanie nam swego programu, otrzymujemy obecnie i pomieszczamy **Deklarację programu** nowego stronnictwa, o którego powstaniu podaliśmy wzmiankę w nr. 29, a mianowicie **Unji Narodowo-Państwowej**.

«Pragniemy, bykość paierzowa państwowości, — konstytucja — stała się istotną ostoją naszego ustroju. Zrealizowanie jej w instytucjach i w czynach uważamy jako pierwszy obowiązek prawodawców i rządców państwa. Pragniemy ściśle zespolić wszystkie dzielnice Polski. Pełny rozrost organizmu państwowego związany jest z rozkwitem jego samorządu, a tem samym z decentralizacją organów władzy. Żądając od wszystkich poszanowania ustaw, żądamy również przestrzegania uchwał, które, w zakresie praw przypadających samorządom, zapadają w radach miejskich, sejmikach i gminach.

Ścisłe przestrzeganie litery i ducha Traktatu

Wersalskiego, pokojowa polityka względem sąsiadów, utrzymanie zawartych umów i przymierzy i zawieranie nowych — oto linia wytyczna polskiej polityki zagranicznej. W stosunku ze wszystkimi państwami obcymi rząd i społeczeństwo, urzędy i partje, dyplomacja i prasa uznawać winny zasadę solidarności narodowej wobec zagranicy. Z tej zasady wynika obowiązek lojalności wobec uprawnionych przedstawicieli państwa, jednolitość działania, nie używanie państw obcych czy sił społecznych obcych do regulowania naszych spraw wewnętrznych. W całej polityce zewnętrznej polska racja stanu winna być bezwzględnie przestrzegana jako kategoryczny obowiązek narodowy.

Dążąc do utrzymania pokoju, jesteśmy zwolennikami utrzymania silnej i dobrze zorganizowanej armji, niezbędnej ze względu na niekorzystne położenie geograficzne Polski. Armja jest zbrojnym ramieniem państwa, podlegającym jedynie jego najwyższej władzy naczelnej. Armja musi stać poza obrębem walk partyjnych. Dla uzdrowienia naszego życia politycznego konieczne jest stanowcze niedopuszczenie, aby wojsko było wciągane do sporów partyjnych.

Szerzyć będziemy świadomość, że rozwój gospodarstwa i wytwórczości jest pierwszorzędnym zadaniem narodu, podstawą państwa i warunkiem dobrej polityki. Należy usilnie, wytrwale i celowo popierać rozwój przemysłu, rękodziel. handlu i rolnictwa. Zwalczać trzeba zarówno obniżanie wytwórczości przez czynniki polityki klasowej, jak i dążenia do podporządkowania organizacji rolniczych, przemysłowych i handlowych interesom stronnictw politycznych. Wobec wielkich zadań gospodarczych państwo winno być czynnikiem regulującym i współdziałającym. Rząd, popierając inicjatywę prywatną i społeczną, winien zejść z drogi etatyzmu, a gospodarz swą działalność ograniczyć do przedsięwzięć natury ogólnopaństwowej.

Rzeczpospolita może spełniać swe funkcje i dbać o swych obywateli tylko w miarę tego, jak wszyscy będą skrupulatnie spełniać swe obowiązki względem Rzeczpospolitej. Dobrym wyrazem obojętności ogółu względem państwa jest fakt, że Polska, będąc zamożnym krajem, jest ubogim państwem. Wyrównanie tej sprzeczności jest jedną z palących potrzeb.

Szczególne baczenie winno być zwrócone na rozwój miast. W czasie rozkwitu dawnej Rzeczpospolitej miasta, kużytkowi ogólnemu, grały wybitną rolę. Przywrócenie im tego stanowiska jest koniecznością normalnego rozwoju państwa. Na krzywdzie miast nie można opierać dobrobytu wsi. Należy popierać rzemiosło, handel i przemysł, zarówno jak i interesy inteligencji pracującej, której warunki bytu szczególnie ucierpiał wskutek wojny. W odróżnieniu od państw zachodu rola miast w Polsce jest znikoma, wygląd nie odpowiada charakterowi kraju, a wpływ na ustawodawstwo i politykę jest prawie żaden. Dążąc do umocnienia polskiego charakteru miast, będziemy się starali zapewnić im wpływy, odpowiadające ich roli w nowoczesnym organizmie państwowym. Dopiero wzrost miast i uprzemysłowienia kraju, a nie sam rozwój wsi i rolnictwa, mogą wytworzyć dobrobyt, stanowiący podłoże dla utrzymania równowagi budżetowej silnego państwa.

Długoletnia niewola i wojna wszechświatowa zahamowała u nas rozwój wiedzy, obniżyła poziom kultury; w tych warunkach nie tylko społeczeństwo, lecz i państwo winno poprzeć potrzeby nauki, kultury i sztuki.

Z konstytucji naszej wynika, że każdy obywatel polski, — bez względu na swą narodowość i wyznanie, znaleźć powinien w obrębie Rzeczpospolitej odpowiednie pole do zaspokojenia swych potrzeb. Mniejszości narodowe winny mieć faktyczną swobodę rozwoju, natomiast musimy od nich żądać zupełnej lojalności względem Polski jako państwa. Praca, a nie tylko kapitał i bogactwa przyrodzone kraju, musi znaleźć opiekę w gospodarce polityce państwa: w ustawodawstwie społecznym winna znaleźć wyraz obrona pracy robotnika, czeladnika, rzemieślnika. Inwalidzi wojny zarówno jak inwalidzi pracy winni otrzymać zabezpieczenie bytu.

Zdając sobie sprawę z pierwszorzędnego znaczenia, jakie będą odgrywać kresy z chwilą uporządkowania się stosunków na wschodzie, będziemy usilnie dążyć do jaknajlepszego ich zagospodarowania. Jest sprawą pilną, aby kresy mogły już korzystać z tych instytucji administracyjnych i kulturalnych, z jakich korzystają inne dzielnice.

Po to, aby Polska stała się państwem istotnie nowoczesnym, niezbędne jest ugruntowanie się wśród ogółu poczucia prawa i praworządności. Pionierami praworządności muszą być urzędnicy państwowi, którzy powinni świecić przykładem. Państwo winno zapewnić urzędnikom dostateczny byt materialny. Urzędy winny być obsadzone nie według klucza partyjnego, lecz fachowości.

Powyższe wytyczne nie są żadnym szczegółowym programem, lecz jedynie ogólnym oznaczeniem kierunku linii, jaką iść będziemy. Ugrupowania i stronnictwa działające obecnie, powstałe podczas niewoli, są obciążone pozostałościami tamtych czasów. Unia Narodowo - Państwowa powstaje na gruncie potrzeb, zrodzonych trzechletnim doświadczeniem samodzielnego życia Polski. Pragniemy zespolić w działaniu te stronnictwa i tych wszystkich, którzy, otrząsnawszy się z rutyny swoich programowych doktryn, utartych taktyk i sobkowskich interesów, zechcą iść szeroką drogą ku rozwojowi i potędze ojczyzny. Państwo tylko wówczas osiąga potęgę polityczną, gdy staje się autorytetem moralnym, któremu obywatele potrafią złożyć w ofierze nie tylko krew swoją, myśl i pracę, lecz także swe namiętności i małe porachunki.

UWAGA! Tekst polski niniejszego numeru rozpoczyna się na str. 3-ciej.

Dalszy ciąg kryzysu ministerjalnego

W poprzedniej notatce wyraziliśmy przypuszczenie, że gabinet p. Słiwskiego upadł skutkiem niezadowolenia Klubu Pracy Konstytucyjnej (od którego zależy większość sejmowa) z niedostatecznego przygotowania zawodowego nowych ministrów skarbu i spraw zagranicznych. Z wiadomości, jakie następnie nadeszły z kraju, okazuje się, że Klub ten przestraszył się osoby p. Słiwskiego, który wydał mu się zbyt «czerwonym», pomimo, że jest to bardzo spokojny i rozsądny demokrat. W odpowiedzi na to nietolerancyjne zachowanie się prawicy, wytworzył się blok lewicowy, zdecydowany na odrzucenie wszelkiego porozumienia z prawicą, pozostawiając jej obowiązek uformowania rządu.

Po wielu targach i nieudanych próbach p. Naczelnika Państwa do doprowadzenia do kompromisu między prawicą i lewicą, Główna Komisja sejmowa uchwaliła 219 głosami przeciw 205 powierzenie gabinetu p. Korfantemu.

Trudno sobie wyobrazić osoby mniej odpowiedzialnej na prezydenta ministrów w chwili obecnej, kiedy chodziło o uspokojenie. Odpowiedzialność za ten błąd, mogący pociągnąć za sobą skutki zupełnie nieprzewidziane, spada w zupełności na Klub p. Skulskiego i na Klub Pracy Konstytucyjnej, który dotychczas wykazywał dużo zdrowego sensu.

W czasie dyskusji przedstawiciele robotniczych i ludowych stronnictw wypowiedzieli jednomyślną opinię, że kandydatura p. Korfantego jest reakcyjną i prowokacyjną.

«Wysuwając tę kandydaturę, wyraźnie rzucacie nam rękawicę», powiedział p. Barlicki, przedstawiciel Polskiej Partji Socjalistycznej.

Według p. Rataja, piastowca, p. Korfanta powiększy jeszcze do naturalnej ogólnej zaciętości, jakie powstaje podczas wyborów. «Je-

steśmy dość silni, rzekł on, aby podjąć walkę i nie przegrać jej, lecz obawiam się, żeby jej państwo nie przegrało». P. Rataj zapowiedział ujawnienie jakichś tajnych dokumentów, kompromitujących p. Korfantego.

P. Woźnicki (Wyzwolenie, radykalna partja ludowa) podtrzymuje swoje poprzednie oświadczenie, że kandydatura p. Korfantego jest prowokacyjną i jako człowieka gwałtownego, nieprzebiegającego w środkach jest nieodpowiednią.

P. Chądzyński (Nar. Partja Robotnicza): Korfanta, który ma zasługi na G. Śląsku w okresie budzenia się ruchu narodowego, zdradził potem ruch, sprzedając swoją gazetę Napieralskiemu na rzecz niemieckiego centrum katolickiego. Nie daje on gwarancji, że nie nadużyje władzy, aby zaburzyć wewnętrzny spokój w państwie i przeprowadzić stronne wybory.

P. Daszyński (P. P. S.) porusza szereg zarzutów natury moralnej. Według niego p. Korfanta nie pogardził dochodami znikąd i jakoby brał pieniądze z niemieckich propagandowych funduszy. Skończył swoje przemówienie słowami: «Jest to prowokacja i wywołaniem straszliwych walk cywilnych, jest to rękawicą rzuconą olbrzymiej większości społeczeństwa».

P. Stapiński (ludowiec): Można być znakomitym bojowcem, ale to właśnie wyklucza od kandydatury na premiera. Jest to człowiek zapamiętały, nieprzebiegający w środkach. Żadne wystąpienie jego w Sejmie nie minęło spokojnie. Powołanie go na premiera jest zapowiedzią największych klęsk dla Polski. Apeluję do panów: na miły Bóg, nie czynicie tego! Powołajcie kogoś ze swego grona, ale człowieka umiarkowanego i roztropnego. Powołanie Korfantego uważam za wielkie nieszczęście.

Większość reakcyjna tych głosów nie usłuchała i kandydatura p. Korfantego otrzymała większość głosów.

P. Naczelnik Państwa zawiadomiony o tym wyborze wysłał list do Marszałka Sejmu, kończący się następującymi słowami:

«... nie chcąc w niczem przeszkadzać p. Korfantemu w jego pracy nad utworzeniem rządu, oświadczam, że będę jednak zmuszony w

na najbliższym czasie urząd swój złożyć».

Przypuszczają, że p. Naczelnik Państwa ma zamiar podpisać nominację p. Korfantego na prezydenta ministrów, a następnie zgłosić swoją rezygnację.

Odbyło się posiedzenie wszystkich klubów lewicy, na którym stwierdzono jednogłośnie, że wobec wytworzonej sytuacji, musi być utrzymany wspólny front lewicy w walce z reakcją w Sejmie i w kraju. Jedyną więc dodatnią stroną tego nieszczęśliwego kryzysu, będzie stworzenie bloku całej lewicy, o konieczności którego pisała Polonia przed kilku dniami.

Jest to ostatni, łabędzi śpiew naszej reakcji, która po wyborach będzie zepchnięta do bezsilnego hałasowania na prawicy Sejmu. W. P.

ROZMAITOŚCI

Wojna przyszłości, to wojna gazów trujących i samolotów.

W przeciągu paru godzin po wypowiedzeniu wojny i ogłoszeniu mobilizacji tysiące aeroplanów wyrusza nad terytorjum nieprzyjacielskie i zasypuje gradem bomb gazowych całe miasto. Wystarczy nadmienić, że już w początkach walki gazami trującymi, Niemcy na froncie francuskim na jednym z odcinków, w pierwszym ataku potrafili wytruć 13 tysięcy Francuzów.

A cóż za spustoszenie będą wyrządzać gazy trujące, po ich udoskonaleniu? Do dziś już rozróżniamy 267 gatunków gazów, a przeciw niektórym nawet maski nie są żadną ochroną. Na poparcie twierdzenia, że wojna przyszłości, to wojna gazów, wystarczy przytoczyć następujące fakty:

1. Walka gazowa jest 16 tysięcy razy tańsza, od jakiegokolwiek innej.

2. Fabrykacja gazów jest stosunkowo najłatwiejszą i najszybszą.

Jeden robotnik przy 8-godzinnym dniu pracy, napelni dziennie 100 naboju gazowych.

Groza przyszłej wojny w tej postaci zmusza państwo i społeczeństwo polskie, do zwrócenia bacznego uwagi na kwestję fabrykacji samolotów i gazów.

Dr BOLESŁAW MOTZ.

Co zrobić ze Szkołą Polską w Paryżu

Większość naszej nowoprzyjezdnej kolonii we Francji nie wie pewnie, że w Paryżu istnieje, a raczej istniała Szkoła Polska, zwana Szkołą Batinolską.

Institucja ta założona przez emigrantów z r. 1831 zasługuje, aby Polonia zaznajomiła kiedyś swoich czytelników z jej historią. Wogóle nowoprzyjezdni powinni się dowiedzieć o tem, co się działo tu na ziemi francuskiej za czasów naszej niewoli, jak cała generacja emigracji szczerze kochała Polskę, w jej odrodzenie wierzyły i dla niej pracowały, jak szlachetnie naród francuski zachowywał się względem nich i t. d. Tutaj wspomnę tylko o kilku datach i cyfrach dotyczących Szkoły Polskiej, niezbędnych do zrozumienia zadania, jakie sobie postawiłem w niniejszej notatce.

Szkoła Polska założona w 1831 roku, po kilkukrotnej zmianie lokalu, została przeniesiona w 1844 roku na Boulevard des Batignolles, 56, gdzie doszła do wielkiego rozkwitu, liczyła bowiem w roku 1867 aż 309 uczniów, otrzymując od rządu francuskiego po 60.000 rocznego subsydjum.

Po wojnie francusko-pruskiej, t. j. po roku 70, gdy subsydjum francuskie zostało na jakiś czas cofnięte, Szkoła Polska zaczyna stopniowo upadać. Obszerne gmachy i place należące do niej zostały sprzedane i została ona przeniesiona do obecnego jej lokalu na rue Lamandé 15.

W 1909 roku Szkoła miała zaledwie 43 uczniów, 31 internów i 12 przychodnich, których liczba zmalała następnie do kilkunastu, a nawet i kilku. Wreszcie, głównie z braku uczniów, Szkoła została zamknięta podczas wojny.

Aktywa (wartość budynków i kapitałów) wynosiły w 1909 roku — 839.317 fr. Koszta utrzymania Szkoły wynosiły 57.000 fr. rocznie, na co od rządu francuskiego otrzymywano 25.000 fr.

Zmniejszanie się ilości uczniów, spowodowane stopniowym wymieraniem dawnej emigracji,

zmusiło ostatnich istotnych kierowników Szkoły Polskiej, s. p. pułkownika J. Gałęzowskiego i W. Gasztowtta do zastanowienia się nad celowością dalszego jej istnienia. Wśród różnych projektów, jakie oni nieraz omawiali, najrealniejszym wydawał się zamiar spieniężenia wszystkich aktywów i utworzenie pod opieką władz polskich funduszu stypendjalnego dla młodzieży, która po ukończeniu wyższych nauk w kraju przyjeżdżałaby do Francji specjalizować się w jakiejś gałęzi. Byłoby to rozdania jakieś 40.000 franków rocznie.

Zawierucha wojenna, przerywająca stosunki z krajem, oraz śmierć tych dwóch nieodżałowanej pamięci obywateli pozostawiły w zawieszonym sprawę Szkoły Polskiej do chwili, aż zupełnie niespodziewanie spadły na nią 100.000 frank., pochodzące czy to z Białego Krzyża, czy też z funduszy amerykańskich. Wzięto się do odrestaurowania i przeróbek zapuszczonego gmachu, mieszczącego wspólne sypialnie na czterdzieści łóżek.

Teraz, gdy praca ta jest na ukończeniu i gdy podwoje Szkoły mają, podobno, otworzyć się w jesieni, należy sobie właściwie zdać sprawę, kto ma zająć te szeregi łóżek.

Nie można na nie położyć ani profesorów uniwersytetu, ani młodych uczonych, przyjeżdżających tu czy to za nasze, czy też za francuskie stypendja, gdyż praca ich wymaga wielkiego spokoju i możliwości skupienia się. Również jest rzeczą wiele wątpliwą, czy zechcieliby korzystać z tego lokalu poważni, pracujący studenci wyższych zakładów naukowych. Tylko ostateczni biedacy, lub zbijający tu baki, zgodziliby się jeździć na drugi koniec Paryża, aby się tam przespaci. Skończyłoby się na tem, że jak w ostatnich czasach gwałtownie poszukiwano uczniów do Szkoły Batinolskiej, tak i teraz zapraszano — by do tych czterdziestu łóżek, o ile by je zachowano, mniej lub więcej ciekawe osobistości z pośród uczącej się, a raczej próżnującej młodzieży. Całe to przedsięwzięcie nietylko, że nie oddałoby w tej formie żadnej korzyści krajowi, ale mogłoby się skończyć kiedyś skandalem, gdyż żadna siła nie utrzymałaby w korbach w tak małym lokalu kilkudziesięciu pełnych fantazji młodzieńców.

Miejmy również nadzieję, że nikomu nie przy-

szło do głowy stworzenie sztucznego tworu przez sprowadzanie z kraju uczniów gimnazjalnych, jak to ma miejsce w Nancy za pieniądze francuskie. Odrywanie przez długie lata dzieciaków od właściwego rodzinnego gruntu nie przyniesie żadnej korzyści dla kraju i musi być traktowane, jako nierealne.

Byłoby również nierealnem zamienienie wspólnych sypialni na jakieś 10 czy 12 celek. Uczony czy student znajdzie pokój porządnie obsłużony za 120 frank. miesięcznie w wygodnej dla siebie dzielnicy. Gdyby im darmo dać te komórki, to wartość oddanej usługi wyniosłaby zaledwie 15000 fr. rocznie. I poto by miała istnieć cała instytucja, która po zupełnym zlikwidowaniu mogłaby dać 40.000 fr. na stypendja!

Jest więc lokal, chodzi o to, aby go jaknajuczeczniej załudnić i użyć w interesie kraju, którego jest własnością. Nad przeznaczeniem jego należy się dobrze zastanowić, ażeby nie popełnić błędów, naprawienie którego nie będzie potem łatwym.

Dla przyjeżdżających z kraju uczonych, czy też studentów, szkoła zamieniona na rodzaj hotelu, nie może być użyteczną, niepotrzebną jest też, jak życie pokazało, dla dzieci dawnej politycznej emigracji, musi więc być użyta dla dzieci nowej zarobkowej emigracji, t. j. dla dzieci robotników polskich, których już obecnie jest około 40.000, a wkrótce, być może, liczba ich dosięgnie 100.000. Polska Szkoła w Paryżu dla dzieci robotników polskich, oto zadanie godne poparcia ludzi dobrej woli, zadanie nie sztuczne, lecz wynikające z rzeczywistej potrzeby.

Nie chcąc się długo rozpisywać, streszczę tylko szereg myśli, które mi się w tej kwestji przesuwały przez głowę.

Zadanie Szkoły. Do Szkoły Polskiej w Paryżu będą przyjmowani synowie robotników w wieku lat 13 po ukończeniu (na prowincji lub w Paryżu) niższej szkoły elementarnej (école primaire élémentaire). Pozostaną oni w niej trzy lata, uczęszczając do wyższej szkoły elementarnej: Turgot, Lavoisier, Colbert lub Arago (écoles primaires supérieures), gdzie oprócz ogólnego wykształcenia otrzymają fachowe przygotowanie do rolnictwa, przemysłu lub handlu. Po ukończeniu tej szkoły w 16 roku życia, zostaną oni

CO SIĘ DZIEJE W KRAJU

Nastroj ludności Małopolski Wschodniej.

Urbanowicz dyrektor departamentu ministerstwa spraw wewnętrznych, po powrocie swym z inspekcji z województw : lwowskiego, stanisławowskiego i tarnopolskiego, udzielił następujących wiadomości przedstawicielowi Agencji Wschodniej. Zdaniem jego objazd był badaniem stosunków politycznych i administracyjnych w powiększonych województwach. Na ogół należy stwierdzić, iż nastroj ludności ukraińskiej w stosunku do państwowości polskiej jest bądź całkowicie przychylny, bądź bierny. Świadczyć o tem może przykład lojalnego wykonywania rozporządzeń władz jako to : ściąganie daniny, oraz przegląd koni dla wojska. Koniecznym jest zastosowanie polityki sprawliwej w stosunku do ludności ruskiej, na co też zwraca baczną uwagę. Dla wzmocnienia atrybucji państwowej trzeba, aby państwo polskie wykonało najwyższy atrybut państwa, jakim jest pobór ludności do wojska. Sama ludność tego pragnie, twierdząc, iż wtenczas uczuje się w całej pełni obywatelami polskimi. Wypadki sabotażu i gwałtu, jakie miały miejsce w Małopolsce wschodniej, są dziełem nielicznej grupy inteligencji ukraińskiej, tej samej, która zorganizowała zamach na Naczelnika państwa Po wydaniu przez władze odpowiednich zarządzeń, wypadki sabotażu co do środków komunikacyjnych ustają całkowicie. Delegat zwiedził również granicę bolszewicką nad Zbruczem : przekonał się, iż stan ochrony znacznie się poprawił.

Konwencja Handlowa z Francją.

Dnia 10 lipca weszła w życie konwencja handlowa między Polską a Francją, podpisana w Paryżu dnia 6 lutego, a ratyfikowana przez Sejm dnia 12 maja b. r. Konwencja została ogłoszona w dwóch językach, polskim i francuskim, w Nr. 50 Dziennika Ustaw.

W stosunkach zewnętrznych z Francją Konwencja poczęła obowiązywać już od d. 20 czer-

umieszczani na dwuletnią praktykę w obranym przez siebie zawodzie.

W okresie przejściowym, dopóki nie znajdzie się odpowiednia ilość młodych ludzi ze świadectwem z ukończenia niższej szkoły elementarnej, do Szkoły Polskiej mogą być przyjmowani młodzi uczniowie, którzy potem przejdą do wyższej elementarnej szkoły.

Po ukończeniu praktyki każdy uczeń Szkoły Polskiej obowiązany jest wrócić do kraju i spędzić tam conajmniej 4 lata, aby jaknajmniejsza ich ilość zostawała się zagranicą.

Oplaty. Do Szkoły Polskiej przyjmuje się 10 najlepszych uczniów bezpłatnie i 30 opłacających połowę kosztów miesięcznego utrzymania, t. j. 100 fr. Nie ulega wątpliwości, że zakrzętawszy się, można otrzymać dla każdego z tych uczniów od Towarzystw kopalnianych po 50 fr. miesięcznie, czyli że rodzicom wypadłoby płacić zaledwie 50 fr. i to tylko przez 3 lata, gdyż podczas praktyki synowie ich zarabialiby już na utrzymanie.

Dochody Szkoły. Licząc na utrzymanie każdego dziecka mniej więcej 200 fr. miesięcznie, roczny budżet szkoły wynosiłby 100.000 fr., któreby można pokryć w ten sposób:

od 30 uczni płacących połowę ..	30.000 fr.
od rządu polskiego	30.000 „
z funduszy szkoły	15.000 „
od rządu francuskiego	25.000 „
Razem ..	100.000 fr.

Zawdzięczając takiemu postawieniu tej sprawy, wracałoby do kraju rok rocznie kilkunastu młodzieńców, znających doskonale język francuski i posiadających jakiś fach. Polska, przed którą leżą niezmiernie pola handlowych, przemysłowych, a szczególnie rolniczych przedsiębiorstw, znakomicie by wykorzystała w interesie ogółu te świeże i dobrze przygotowane siły.

Jak powiedziałem, są to tylko luźne myśli, które oddaję pod uwagę ogółowi kolonii polskiej we Francji. Mam nadzieję, że Rada Szkoły zrobi komunikat o swoich zamiarach i że Polacy, zamieszkujący Francję, zabiorą głos w tej sprawie, czy to jako organizacje, czy też jako poszczególne jednostki.

Nie wątpię, że Szanowna Redakcja Polonii nie odmówi swych łamów dla gruntownej dyskusji nad sprawą interesującą dziesiątki tysięcy robotników polskich.

wca, ponieważ w myśl brzmienia art. 20 ust. I teje Konwencji uzyskuje ona moc obowiązującą w osiem dni od chwili notyfikacji rządowi francuskiemu, po zatwierdzeniu konwencji przez Sejm, która to notyfikacja miała miejsce dnia 12-go czerwca b. r.

Od poniedziałku postanowienia polsko-francuskiej konwencji handlowej stały się też ustawą polską i w ten sposób konwencja weszła w życie w całej rozciągłości.

Konferencja sjonistów we Lwowie.

Charakterystycznym jest, że w konferencji wzięł udział konsulowie państw: angielskiego, belgijskiego i austriackiego. »Gazeta Poranna« dcwiałuje się, że konsulowie ci wzięli udział w konferencji na polecenie swych rządów.

Wielki pożar lasów.

W Cierpicach niedaleko Bydgoszczy (na Pomorzu) stanęło w ogniu około dwóch tysięcy morgów lasu rządowego. Tysiąc ludzi uczestniczyło w gaszeniu ognia. Pożar powstał skutkiem iskieł padających z parowozu. Straty obliczają na 120 miljardów marek polskich.

Sobór na placu Saskim grozi zawaleniem.

Okręgowa dyrekcja robót publicznych m. st. Warszawy zwróciła się do komisariatu rządu m. st. Warszawy z prośbą o dokonanie zamknięcia b: soboru na pl. Saskim. Wystąpienie to jest rezultatem badań, jakie przeprowadziły komisje, powołane do wydania opinji o stanie, w jakim się znajduje gmach b. soboru.

Ochrona granicy wschodniej.

W związku z napadami w gm. Nowodworskiej, pow. lidzkiego band, przechodzących z terytorjum Litwy, władze bezpieczeństwa wydały energiczne zarządzenia, celem zniszczenia i usunięcia poza granicę Rzeczypospolitej napastników — wysłano do okolic zagrożonych oddziały policji konnej, jak również oddziały wojskowe. Wojewoda nowogródzki, p. Wł. Raczkiewicz, osobiście dokonał inspekcji w nawiedzonych przez bandy, obszarach i dla przeszkodzenia na przyszłość podobnym napascom przedsięwziął odpowiednie środki zapobiegawcze.

Celem przeciwdziałania mogącym ewentualnie powtórzyć się wtargnięciom band bolszewickich, powiększono na skutek zarządzeń ministerstwa spraw wewnętrznych na Kresach wschodnich kontyngent sił policyjnych i wzmożniono obsadę granicy przez bataljony celne.

Polska Organizacja Wolności.

Zjazd walny delegatów członków b. Polskiej Organizacji Wojskowej (P. O. W.) w dniu 25 i 26 czerwca r. b. powołał do życia nową organizację pod nazwą: »Polska Organizacja Wolności, której kadry stanowią byli członkowie P. O. W.

Kupcy niemiecy proszą o wstęp na polski Śląsk.

W Gliwicach odbyło się zebranie grupy kupców niemieckich, na którym był również obecny przedstawiciel izby handlowej i zastępca komisarza Rzeszy dla spraw wywozu i dowozu. Kupcy skarżyli się na zakaz przywozu towarów do polskiej części Górnego Śląska. Komisarz Rzeszy oświadczył na to, że wydano już zarządzenie znoszące zakaz wywozu towarów, o ile chodzi o polską część Górnego Śląska. Do reszty terytorjum Rzeczypospolitej zakaz nadal obowiązuje.

Fałszywe banknoty.

Kasa państwowa stwierdziła, że w obiegu ukazały się fałszyfkaty banknotów 500, 1000 i 5000 mk. Banknoty 500 i 1000 markowe są podrobione prawie nie do poznania, i na takim samym papierze, co banknoty prawdziwe, natomiast 5000 banknoty są wyrobione na papierze innym i łatwo je można poznać.

Dziennikarze szwajcarscy na Śląsku.

W Katowicach bawiła wycieczka Szwajcarów, którzy z nadzwyczaj wielkiem zainteresowaniem oglądali kopalnie i fabryki, warsztaty pracy robotnika polskiego na Górnym Śląsku. — Goście szwajcarscy byli zdumieni tem, jak mało dotychczas wiedzeli o Polsce i jak relacje zagranicy mało odpowiadają rzeczywistości. Goście szwajcarscy byli pełni zachwyty o rozwoju państwa polskiego.

Znowu śmierć pilota w Krakowie.

Zginał na lotnisku krakowskiem por. pilot Ludwik Nazimek.

Zjazd młodzieży wiejskiej we Lwowie.

Na zjeździe młodzieży wiejskiej z udziałem przeszło 300 delegatów z całej Małopolski, stwierdzono, że liczba kół zarejestrowanych w związku w całej Polsce dochodzi do 527, przy 40.000 członków, z czego na Małopolskę przypada 80 kół przy 15.000 członków.

Przyznanie Polsce pięciu wsi.

Członkowie komisji granicznej, przebywający w Poznaniu, otrzymali polecenie od pułkownika Gardanna, przewodniczącego międzysojuszniczej komisji, ażeby technicy polscy w porozumieniu z niemieckimi, przystąpili bezzwłocznie do wbijania znaków granicznych nad Wisłą na linii na zachód od Gardai do granicy gdańskiej aż po Piekłó.

Rozporządzenie to jest wynikiem uchwały Rady ambasadorów i nosi podpis prezydenta ministrów francuskich. W ten sposób sprawa 5 wsi, które były przedmiotem sporu pomiędzy Polską a Niemcami została rozstrzygnięta dla nas w sensie pomyślnym.

Napady litewskie.

W nocy z 4 na 5 bm. oddział litewski, złożony z kilkudziesięciu ludzi pod dowództwem oficera, dowodzącego kompanją kwaterującą w Łabarnarach, dokonał napadu na zaścianek Wielkie Błocie, oraz wsie Hohodziarki, Fedoryzki i Pobokaje, leżące w pasie neutralnym. Oddział uzbrojony był w karabiny i granaty ręczne, w zaścianku Wielkie Błocie dokonano rewizji, przyczem mieszkającemu tam milicjantowi odebrano karabin. — Około wsi Wielkie Tołokaje oddział litewski spotkał się z oddziałem milicji pasa neutralnego i został ostuzeliwany, poczem cofnął się w kierunku wsi Łabarnary.

Napady graniczne bolszewików.

Prasa wileńska zamieszcza wiadomości o nowym napadzie oddziału bolszewickiego. Oddział bolszewicki w sile kilkudziesięciu ludzi, uzbrojonych w karabiny i granaty ręczne, napadł na chutor Drozdowicze, położony na wschód od stacji Ziabki, leżącej nad samą granicą bolszewicką. Bolszewicy, ostrzelani przez placówkę polską, nie zdążyli dokonać rabunku i zmuszeni byli cofnąć się poza granicę. Banda ta, według pogłosek, należy do armji jen. Szubina. Inna banda bolszewicka w liczbie 5 ludzi w kilka dni później przedostała się przez granicę w okolicy jeziora Szo i przystąpiła do rabunku podróżnych. Zaalarmowane posterunki graniczne wszczęły poгон, w której rezultacie jeden z napastników został schwytyany.

Przejęcie przez rząd Polski fabryki nawozów szt. i materiałów wybuchowych w Chorzewie na G. Śląsku.

W Chorzewie na Górnym Śląsku niedaleko Królewskiej Huty, już podczas wojny światowej, rząd niemiecki założył wielką fabrykę nawozów sztucznych (azotanu wapna), która dostarczała równocześnie surowców, potrzebnych do wyrobienia materiałów wybuchowych dla celów wojennych. Kiedy na mocy traktatu wersalskiego Górny Śląsk miał określić swoją przynależność w drodze plebisytu, rząd niemiecki, chcąc ratować zakłady swoje w Chorzewie przed przejściem na własność państwa polskiego, dla pozoru utworzył towarzystwo prywatne, które w styczniu r. 1922 przejęło na własność wymienioną fabrykę. Był to akt pozorny, albowiem na mocy traktatu wersalskiego wszelka zmiana własności państwowej niemieckiej, po zawarciu rozejmu 2 listopada 1918 roku, była niedopuszczalna. To też, po objęciu Królewskiej Huty przez Polskę, sąd w Królewskiej Hucie, po zbadaeniu ksiąg wieczystych, w myśl obowiązujących ustaw i na mocy traktatu wersalskiego, z urzędu przepisał własność fabryki chorzewskiej na rzecz skarbu państwa polskiego. W ten sposób Polska stała się właścielką jednego z największych zakładów przemysłowych na G. Śląsku.

Objęcie zakładów chorzewskich przez rząd polski, odbyło się dn. 7 lipca. Dodajemy, że fabryka w Chorzewie zatrudnia około 3.000 robotników i 300 urzędników, a produkuje rocznie do 120.000 ton azotanu wapnia. Fabryka przedstawia wartość około 100 miljonów marek niemieckich w złocie.

**90 Ciągnienie Miljonówki
z dnia 15 lipca
1.189.098**

NAJSZYBCIEJ PRZESYŁKĘ PIENIĘDZY DO POLSKI

za pomocą czeków, przekazów listowych lub telegraficznych uskutecznia po najlepszym kursie

BANK DLA HANDLU I PRZEMYSŁU W WARSZAWIE

FILJA W PARYŻU

Adres telegraficzny: Bankvarab

36, rue de Châteaudun, Paris (9^e)

Telefon: Trudaine 56-49, 66-78

posiadający we wszystkich miejscowościach Polski swe oddziały, agencje i korespondentów.

Kapitały własne przeszło 250 milionów Marek p.

INSTYTUCJA CENTRALNA: WARSZAWA, UL. TRAUĞUTTA 8

Oddziały w Polsce: Baranowice, Biała podlaska, Białystok, Brześć nad Bugiem, Chełm, Drohobycz, Dubno, Garwolin, Grajewo, Grodno, Kielce, Końskie, Korzec, Kowel, Kraków, Krzemieniec, Lida, Lubartów, Lublin, Lwów, Łomża, Łódź, Łuck, Łuków, Łuniniec, Międzyrzec, Nałęczów, Ojców, Olkusz, Ostrog, Pińsk, Podwoleżyska, Pułtusk, Radom, Radzyń, Równe, Sarny, Siedlce, Skarżysko, Słonim, Sokółka, Stanisławów, Suwałki, Węgrów, Wilno, Włodzimierz Wołyński, Wołkowysk, Zamość, Żółkiew, oraz oddz. filjalne w Warszawie: — Filjowa Górska i Antwerpki (Belgia) i Eberharda (Holandia).

Kasy wypłat: Poznań, Gdańsk, Bydgoszcz, Toruń, Płock, Łańcut, Bielsk, Pabianice, Białzin, Częstochowa, Kalisz, Kutno, Mława, Ostrowiec, Piotrków, Radomsk, Sandomierz, Sosnowice, Włocławek, Zawiercie, Zgierz.

PIERWSZY POLSKI BANK WE FRANCJI

Liczne listowne podziękowania świadczą, że Bank dla Handlu i Przemysłu w Warszawie przesyła pieniądze najszybciej i najtaniej z zupełną gwarancją punktualnego doręczenia. We większych miastach przekazy telegraficzne zostają wypłacone po 2-3 dniach, a listowne po 5-7 dniach.

BANK opocentowuje najkorzystniej oszczędności we frankach lub markach polskich. Specjalna opieka nad przekazami pracowników polskich.

Listy należy pisać po polsku.

Listy i przekazy należy adresować: Banque pour le Commerce et l'Industrie à Varsovie, Succursale de Paris, 36, rue de Châteaudun, Paris (9^e).

Robotnicy polscy we Francji

Z Carmaux.

Otzymujemy następujący list z prośbą o umieszczenie:

W imię Prawdy!

Wyczytawszy w *Polonii* z d. 5. VII. (w nr. 27 bis) korespondencję z Carmaux, zmuszeni jesteśmy Sz. Redakcję poinformować, że została przez swego korespondenta (B. S.) w błąd wprowadzona.

Bo powiada ona, że w Carmaux istnieje polska szkoła, co nie jest prawdą o tyle, że wprawdzie kopalnia wybudowała szkołę dla dzieci polskich, ale w niej uczą tylko po francusku, zwłaszcza, że prócz polskich dzieci uczęszczają do niej i inne, jak włoskie i hiszpańskie.

O polskiego nauczyciela dawno się staramy, lecz odesłano nas do konsulatu...

Pod względem językowym jesteśmy także upośledzeni, bo można się tu rozmówić tylko po niemiecku. Polacy, którzy nie umieją po niemiecku, muszą prosić kogoś, co im z niemieckiego tłumaczy, przyczem zachodzą wielkie nieporozumienia. Co się zaś tyczy tego, jakoby już nasze dzieci mogły spełniać rolę tłumaczy, to daleko jeszcze do tego, mimo, że zaczynają one już rozumieć język francuski, w którym odbywa się nauka w szkole.

Wojciech Ludwiczak,

prezes Filji Z. R. P. we Fr. w Carmaux, Village des Bruyères commune de Blaye.

Szanowny autor listu zupełnie słusznie potępił ową lekomyślną korespondencję, co zaimponowało, zawierając szumną reklamę, na którą się nikt złowić nie dał. Ponieważ Rodacy z Carmaux jemu ową korespondencję przypisywali, stwierdzamy uroczyście, że tak nie jest, i że autorem owej niefortunnej korespondencji nie jest bynajmniej p. W. Ludwiczak.

W końcu nadmieniamy, na podstawie świeżo zasięgniętych informacji w paryskim Biurze dla Spraw Wychodźczych, że podczas ostatniej bytności w Warszawie przedstawicieli Centralnego Komitetu Kopalń Francusk., sprawa szkoły polskiej była, zdaje się, na porządku dziennym, że zostanie ona prawdopodobnie ujednostajniona i wreszcie po tylu staraniach i zabiegach wejdzie w życie.

Wybory do Filji Z. R. P. we Francji w Lallaing.

Na walnem półrocznym zebraniu w dniu 25 czerwca dokonano wyborów do zarządu.

Wybrani zostali:

Prezes — Jan Polerowicz, Lallaing (Nord) par Raches, coron du Nouveau Monde 237.

Wice-prezes — Stanisław Dópczak, tamże 189.

Sekretarz — Wacław Krzywosądzki, tamże 103.

Zast. sekr. — Tomasz Krupka, tamże 225.

Skarbnik — Antoni Frąckowiak, tamże 178.

Zast. skarb. — Ignacy Służewski, tamże 250.

Mąż zaufania — Michał Urbaniak, tamże 190.

Delegat — Jan Jeruzel, tamże 241.

Rewizorowie kasy: Franciszek Nowak, tamże 136, Jan Wiernicki, tamże 238 i Jan Rogal, tamże 225.

Konferencja zarządów Kół Śpiewaczych z departamentów Nord i Pas de-Calais w Arenberg Wallers.

W niedzielę, dnia 30 lipca, o godz. 4 po południu odbędzie się w Douai, rue de Bellain, 49, w Estaminet Sedé, konferencja zarządów Kół Śpiewaczych z północnej Francji (Dechy, Lallaing, Arenberg, Onnaing, Barlin, Bruay, Marles). Na porządku dziennym sprawa sknpienia wszystkich kół śpiewaczych polskich we Francji.

Niniejsze zaproszenie, z braku dokładnych adresów, służy dla wszystkich kół śpiewaczych półn. Francji, nawet tu nie wymienionych.

Uprasza się o punktualne przybycie.

Zwołujący.

CO SIĘ DZIEJE WE FRANCJI

+ Odpowiedź Anatola France'a na list Gorkiego.

W odpowiedzi na list otrzymany od Maksyma Gorkiego w sprawie rosyjskich eserów odpowiada Anatol France listem następującym:

« Kochany Obywale Gorkij! Żaluję bardzo, iż nie znam dostatecznie dobrze wielkiej sprawy, w której Pan zwrócił się do mnie, oraz, że nie mogłem śledzić rozpraw w procesie socjalistów rewolucjonistów, toczącym się obecnie w Moskwie. Zgadza się zupełnie z Panem, iż oskarżenia służyli w swoim czasie szczerze sprawie wyzwolenia narodu rosyjskiego. Zgadza się również i co do tego, iż skazanie oskarżonych zaciężyłoby poważnie na losach Rzeczypospolitej sowieckiej. Z całego serca przyłączam się do odezwy wystosowanej przez Pana do rządu sowieckiego, którego jeden z członków, jak słyszałem, figuruje w procesie w charakterze prokuratora. Pozdrowienie braterskie. Podpisano: Anatol France. Paryż, 10 lipca 1922.

+ Dzień zwycięstwa i pokoju.

Francuska Izba deputowanych przyjęła definitywny projekt ustawy, według której dzień 11 listopada każdego roku, jako rocznica zawieszenia broni, będzie dniem świątecznym, poświęconym uroczystemu obchodowi zwycięstwa i pokoju.

+ Podróż francuskiego премjera.

W pierwszej połowie sierpnia p. Poincaré uda się do Londynu dla dalszych konferencji z Lloyd Georgem.

HUMOR WARSZAWSKI

Z Pana Tadeusza.

KSIĘGA IV.

Któż zbadal izb sejmowych przepastne krainy
Aż do intrygi środka, do jądra gestwiny?
Wyborca ledwie z brzegu nawiedza dno posła,
Którego jego kreska tak w górę wyniosła,
Dziennikarz krąży koło sejmowego łoża,
Lecz czy mu się wynętrzy pan poseł wielmoża?
Publiczność ledwie z wierzchu zna poselskie lice,

Lecz obce jej geszefta ich i tajemnice,
Czasem tylko w kieszeni ma uczucie bólu,
Gdy prawica szacherki tnie przy monopolu,
Lecz gdybys przeszedł Sejmu moczary i knieje,
Gdybys w gabinetowe pograżył się dzieje,
Trafiłbys w głąb na wielkie trzęsawisko błota,
Pogoń za brudnym zyskiem, chciwością do złota,
Nawał wielki zepsucia, przekupstwa i błagi,
Na zanik szlachetności, rozumu, powagi,
Rozbrat z prawdą, z cnotami i cywilnem

męstwem!
Dalej z większym się spotkać masz niebezpieczeństwem:

Prywata, drobna zawiść, złość, instynkty niskie,
Małoduszność, gadulstwo i stosunki bliskie
Z obcemi mocarstwami, co mocne lecz w pysku,
Pragną wciąż nianęczyć Polskę dla swojego zysku.
Potem, co krok czychają, niby wilcze doły,
Ambicyjki, głupota zarosła na polu,
Tak głębokie, że ludzie, chociaż o nich wiedzą
Ni gruntu nie zbadają, ni dna nie wyśledzą.
Para z tych dołów bucha, plamista rdzą krwawą,
Zionąc w około Polski swą wonią plugawą,
Od której kraj nasz cały traci liść i korę,
Od której wszystko w Polsce sparszałe i chore,
Pochylone, zgnębione i kółnowate,
Pomęczone, zgnędniałe, krzywe i garbate!
W przyszłość Sejmu zwątpiałem zapatrzone okiem.

Bo tam już wszystko mglistym zakryte obłokiem.

Te izb sejmowych, ludziom nieznane tajniki,
Noszą w partjach i frakcjach nazwę polityki,
Choć od dłuższego czasu, odmiennym sposobem,
Głos Ludu zowie izby Sejmu Polski grobem.

Mucha.

OFIARY

Na kolonje letnie dla dziatwy polskiej.

Złożono w Biurze Emigracyjnym: Bracia Fonkiewicz, robotnicy z Asnières, 30 fr. Przesłano na ręce W. Pani Szawkliś.

Układ sił w Sejmie Ustawodawczym

Wobec zbliżających się wyborów do Sejmu i Senatu, bardzo ciekawem jest przypatrzenie się obecnemu składowi Sejmu Ustawodawczego.

Prawica		Centrum		Lewica	
Endecy (Z. S. L. N.)	81 głos.	Klub Skulskiego (N. Z. L.)	45 głos.	Piastowcy	90 głos.
Chadecy (N. Z. Chrz.)	27 „	Klub Mieszczański	41 „	Wyzwolenie	24 „
Klub Dubanowicza	23 „	Grupa Matakiewicza	7 „	Stapińczycy	10 „
		Klub Pr. Konstytucyj.	46 „	Nar. P. Rob.	25 „
				Łądy Ludowe	5 „
				Klub H. Śliwińskiego	5 „
				P. P. Socj.	34 „
				Komuniści	2 „
Razem 131 głos.		Razem 79 głos.		Razem 195 głos.	
Dzicy (bezpartyjni) 10 głosów.		Żydzi nacjon. 10 głosów.		Niemcy 7 gł.	
Absolutna większość 216 głosów.					

Jak widać z tej listy, ani prawica, ani lewica większości nie posiada. Większość w Sejmie zależała od głosowania Centrum. Umiarkowany Klub Pracy Konstytucyjnej najczęściej głosował z lewicą i on właściwie rozstrzygał o większości rządowej. W ostatnim ministerstwie miał on swych zwolenników w osobach ministrów pp. Skirmunta i Michalskiego. Ponieważ nowy prezydent, p. Śliwiński, nie zatrzymał ich w swym gabinecie, Klub Pracy Konstytucyjnej głosował z prawicą, która uzyskała 6 głosów większości i ministerstwo musiało podać się do dymisji. Klub p. Skulskiego i Klub mieszczański najczęściej

głosowały z prawicą, pomimo że ta ostatnia nie krepowała się w swych gwałtownych napaściach na nie, o ile pozwalały sobie nieraz głosować z lewicą

Do odsunięcia prawicy od władzy, do której rwie się ona, nie przebiegając w środkach, brakuje lewicy jakichś 25 głosów, które bez wątpienia przy następnych wyborach zdobędzie. Dla stworzenia zaś silnych podstaw dla przyszłego rządu ilość ta jest niewystarczająca, potrzeba jeszcze przynajmniej 80 głosów, wobec tego, że socjaliści w zwykłych warunkach do rządu nie wejdą.

ZE SWIATA

— Zamordowanie posła.

Poseł do czeskiego Zgromadzenia narodowego, Pszeniczka został zamordowany. Obecnie czeskie biuro prasowe donosi: Poseł Józef Pszeniczka zastrzelony został, jak się okazało, przez niejakiego Józefa Doleżala, zarządcę fabryki spirytusu. Powodem zamachu były motywy natury rodzinnej. Doleżał zastrzeliwszy Pszeniczkę, strzelił do siebie i zranił się ciężko w okolicy lewego płuca. Doleżała nie można było dotąd przesłuchać, ponieważ nie odzyskał jeszcze przytomności.

— Zasądzenie mordców Nabokowa.

Z Berlina donoszą 9 b. m.: Sąd przysięgłych zasądził byłych oficerów carskich Szabelskiego i Taboryckiego za zabicie senatora Nabokowa i za usiłowane zamordowanie Milukowa, pierwszego na 14 lat więzienia drugiego na 12. Sąd orzekł wyższą karę, niż tego żądał prokurator.

— Szykany sowieckie.

Łotewskie Ministerjum spraw zagr. otrzymało wiadomość, że rząd sowiecko-ukraiński polecił zatrzymać w Charkowie przygotowanego już do odjazdu pełnomocnika łotewskiego do spraw repatriacji Ulmanisa wraz z całym personelem urzędniczym. W Charkowie zatrzymany został również eszelon reemigrantów łotewskich, który przed trzema tygodniami powinien był już wyruszyć do Łotwy. Rząd łotewski energicznie zaprotestował przeciwko tym nadużyciom.

— Prawdopodobny wyrok śmierci.

Proces eserów potrwa zapewne jeszcze około 5-tu dni. Oskarżenie przeciwko pierwszej grupie podsądnych rozszerzono, obwiniając ich o udział w powstaniu karelskim i współdziałania z konstytuanta rosyjską w Paryżu. Ogólnie przypuszczają, że pierwsza grupa podsądnych zostanie skazana na śmierć.

— Okręty amerykańskie dla Polski.

Senator France wniósł w Waszyngtonie projekt ustawy, upoważniającej do odstąpienia Polsce 6 okrętów amerykańskich, z których korzystania zabrania Ameryce konwencja waszyngtońska.

— Zwrot lokomotyw polskich.

Dnia 6 bm. wyjechała z Moskwy grupa wyjazdowa mieszanej komisji reewakuacyjnej w Moskwie do stacji Bologoje i Petersburga w celu odbioru parowozów i taboru kolejowego, podlegającego zwrotowi Polsce na podstawie art. 14 traktatu ryskiego. W Bologoje znajdują się 22 parowozy. W Petersburgu również 22. Między temi parowozami, podlegającymi zwrotowi, znajdują się lokomotywy kolei fabryczno-łódzkiej.

Z ramienia delegacji polskiej odbiorem kieruje członek delegacji reewakuacyjnej p. inż. Włodzimierz Gruetzmacher.

— Samobójstwo morderców Rathenaua.

Policja osaczyła morderców Rathenaua, Fischera i Kerna, w jednym z zamków w Turynji, ale zastała tylko dwa trupy, gdyż mordercy przenieśli śmierć samobójczą nad aresztowanie.

— Coraz nowe składy broni.

W Niemczech nie ma dnia, żeby policja nie znajdowała nowego tajnego składu broni, zaopatrzonego bogato w karabiny, mitraljezy granaty i amunicję.

— Spłaty odszkowań niemieckich.

Niemcy zażądały od komisji reparacyjnej moratorium (odroczenia) spłaty należnych Aljantom rat w gotówce, podczas dwóch lat najbliższych. Odszkodowania dla Francji spłacane w naturze, mają się rozpocząć z końcem lipca, w myśl układów w Wiesbaden. Tymczasem Niemcy zapłaciły Francji na 15 lipca resztę przypadającej raty, mianowicie 32 miliony marek złotych.

— Powstanie w Irlandji.

Powstanie w Irlandji wygasa, stłumione przez armię regularną republiki irlandzkiej.

— Proces morderców marszałka Wilsona.

Proces przeciw mordcom marszałka Wilsona w Londynie, Suliwanowi i Dunnowi, zakończył się skazaniem obydwu na śmierć.

— Ładny posag.

Kuzyn króla angielskiego, lord Mountbatten, zaślubił najbogatszą pannę na wydanju angielską, Edwinę Ashley, mającą 390.000.000 franków posagu.

— Konferencja w Hadze.

W chwili zamierania wskzeszono konferencję w Hadze. Trusty naftowe angielskie i holenderskie, wezwawszy trust amerykański, postanowiły pogadać z delegatami sowieckimi, na ciągle interesujący temat nafty kaukaskiej.

— Z Ligi Narodów.

W poniedziałek rozpoczęły się w Londynie obrady Rady Ligi Narodów. Ze spraw, dotyczących Polskę, będą tam omawiane: sprawy mniejszości niemieckiej w Polsce, sprawy mniejszości narodowych na G. Śląsku, przekazanie Polsce przez Niemcy funduszy na ubezpieczenia (na G. Śląsku) oraz referat z konferencji warszawskiej.

— Rosja a Ukraina.

Dzienniki praskie ogłaszają tekst przymierza, zawartego między Rosją a Ukrainą w r. 1921, z którego wynika, że Ukraina ma istotny samorząd tylko w sprawach opieki społecznej, nato-

miast w sprawach wojny, handlu, finansów i komunikacji tworzy jedność z Rosją zaczem jest na równi z którąkolwiek z licznych republik federacyjnych, istniejących w obrębie Sowieców.

— Polska a Stany Zjednoczone.

Pomiędzy Polską a St. Zjedn. przewidywane jest w najbliższym czasie podjęcie rokowań o zawarcie konwencji konsularnej.

— Do Kanady.

Urząd emigracyjny ogłosił nowe przepisy rządu Kanadyjskiego według których: pozwala na przyjazd z Polski do Kanady: 1) rodzinie, której mąż, lub ojciec tam w Kanadzie ma utrzymanie, 2) Rolnikom, którzy się wykazą posiadaniem przynajmniej 200 dolarów kanadyjskich... Co prawda to jak chłop w Polsce posiada 200 dolarów kanadyjskich, to nie potrzebuje wędrować do Kanady, bo i w Ojczyźnie kupi sobie gospodarstwo.

— Najmowanie zbirów przez monarchistów.

«Neue Fr. Presse» donosi z Berlina w sprawie zamachu na Hardena, że inicjatorami zamachu byli członkowie tajnej organizacji, mającej siedzibę w Monachjum. Organizacja ta zwróciła się do księgarza, Wilhelma Grenza w Oldenburgu, aresztowanego już, z wezwaniem, aby wyszukał dwóch dzielnych mężów, którzyby byli zdecydowani uczynić wszystko dla ojczyzny. W myśl tego zlecenia, Grenz wyszukał Reicharda i Ankermana. Otrzymali oni w liście anonimowym 25.000 marek z zapewnieniem, że po zamachu otrzymają znaczniejszą sumę. Po otrzymaniu pieniędzy, obaj prowadzili w Berlinie życie hulaszcze i dopiero po kilku wezwaniach dokonali zamachu.

— Wydalenie Węgrów z Jugosławji.

Władze Jugosławji w nocy z 8 na 9 wydalily około 200 Węgrów, znajdujących się w Jugosławji, wsadziły ich do pociągu, poczem odstawiły pociąg na granicę węgierską i przesunęły odnośnie wagony na terytorjum węgierskie, barykadując później szyny, aby przeszkodzić powrotowi.

Władze węgierskie utrzymują, że wśród wydalonych w ten sposób Węgrów znajdowało się 4 księży kościoła reformowanego, 2 księży katolickich, bardzo wielu lekarzy, inżynierów i aptekarzy.

Węgierski minister spraw zagranicznych poczynił energiczne kroki w tej sprawie.

— Sowiety nie pozwolą obcym badać spraw cerkwi.

Rząd sowieców odrzucił propozycję arcybiskupa Canterbury w sprawie wysłania do Rosji misji, która by zbadała sprawę prześladowania kleru rosyjskiego przez bolszewików.

— Moskwa nie pozwala niemieckim niezależnym wziąć udziału w rządzie.

«Rote Fahne» ogłasza list komitetu wykonawczego komunistycznej międzynarodówki do robotników niemieckich, którym komitet wypowiada się przeciwko wstąpieniu niezależnych socjalistów do rządu. List ten datowany jest z Moskwy d. 8 lipca.

— Watykan przeciw biskupstwu na polskim Śląsku.

Silne zaniepokojenie w prasie śląskiej wywołała wiadomość, jakoby Stolica Apostolska zaniechała tymczasem zamiaru utworzenia samodzielnej diecezji katowickiej. Wzaman za to ma delegat biskup ks. prałat Kapica otrzymać infule i prawo bierzmowania.

OSTATNIE WIADOMOŚCI

Korfanty, wyznaczony na premiera przez Komisję Główną, został przyjęty na audjencji przez Naczelnika Państwa i przedstawił mu listę gabinetu.

W krótkiej rozmowie Naczelnik Państwa powołał się na swój list do marszałka sejmu z dn. 14 b. m., gdzie oświadczył niemożliwość współpracy z Korfantym i zapowiedział swą dymisję.

Z innego źródła donoszą, że w skład gabinetu Korfantego wszedł Skirmunt, jako minister spraw zagranicznych.

Wiadomości Telegraficzne

Agence » Telegraphique de l'Est « Agencia Telegraficzna Wschodnia » 12, rue du Helder. -

● Szpiegostwo na rzecz Rosji.

We Lwowie aresztowała policja trzy indywiduali pod zarzutem szpiegostwa na rzecz Rosji.

● Podziękowanie Polsce.

Szef misji amerykańskiej pomocy dla ogłodzonych dzieci w Rosji, Baldwin, wyraził podziękowanie rządowi polskiemu za ułatwienia w przewozie żywności do Rosji (26.000 tonn).

● Protest Polski.

Prześladowania Polaków po niemieckiej stronie na Górn Śląsku nie ustają. Pomimo uchwały komisji mieszanej polsko-niemieckiej zebranej w Katowicach pod przewodnictwem prez. Calondera, rząd niemiecki nie ogłosił niemieckiej części G. Śląska wezwania do ludności o spokój, ani przesładowań Polaków publicznie nie potępił. Wobec tego minister spraw zagranicznych, Narutowicz, wystąpił z energicznym protestem u rządu niemieckiego, podkreślając, że urzędnicy polskiego konsulatu w Bytomiu codziennie są maltretowani przez Orgeschowców. Nota polska zaznacza, że w takich warunkach przyjazne stosunki między oboma państwami stają się bardzo trudne do przeprowadzenia.

● Rozbrajanie ludności cywilnej.

Władze polskie przystąpiły do rozbrojenia cywilnej ludności na G. Śląsku, która nie podnosi z tego powodu żadnego protestu.

● Amerykanin o Polsce.

Prezydent Izby Handlowej w Nowym Jorku, p. Phall, bawiący obecnie w Warszawie, oświadczył przedstawicielom prasy co następuje: Polska jest krajem bardzo bogatym o wielkiej przyszłości. O ile obecnie zwróciła się o pomoc do kapitałów zagranicznych, to z powodu zniszczeń przez wojnę. Polski G. Śląsk jest najbogatszym krajem przemysłowym w Europie i może wystarczyć do potrzeby Polski. P. Phall dodał w końcu, że Ameryka gotowa jest dostarczyć Polsce potrzebnego materiału kolejowego.

KRONIKA

◊ Odznaczenie naszego współpracownika.

P. Maurycy Toussaint, stały, wieloletni współpracownik *Polonii*, którego artykuły francuskie znalazły zdawną zasłużone pełne uznanie, otrzymał odznaki orderu polskiego *Polonia Restituta*. Naszemu współpracownikowi zasygnalizujemy z tego powodu jaknajserdeczniejsze gratulacje. Oddany całą duszą sprawie polskiej, p. Toussaint zasłużył najzupełniej na to zaszczytne odznaczenie ze strony naszego rządu.

◊ Nowa Szkoła Polska.

Dowiadujemy się z pewnych źródeł, że po wakacjach, a mianowicie w początku października r. b. będzie otwarta szkoła polska dla dzieci przy kopalni w Montrambert (Loire).

◊ Odszkodowanie polskiego robotnika.

W roku zeszłym, 26 października, p. Leon Nowacki, fryzjer damski, uległ w Paryżu nieszczęśliwemu wypadkowi przejechania przez taxi. W rezultacie p. Nowacki przez kilka miesięcy był niezdolny do pracy, a obecnie, dzięki pośrednictwu adwokata *Polonii* sąd paryski przyznał mu od kompanji, do której należało taxi, odszkodowanie w wysokości 4.000 fr.

◊ Poszukuje się.

Pani Marjanna Leki w Polsce (Kalisz, gmina Tyniec, ulica Skarszewska, nr. 10), poszukuje swego męża, Jana Leki, który wyjechał do Francji 3 marca 1920 r. i zrazu pracował w kopalni w St. Etienne (St. Etienne, rue des Puits de la Loire), a z początkiem b. r. przeniósł się do północnej Francji i dotąd nie dał o sobie wiadomości. Stroskana żona, pozostająca w nędzy z dzieckiem, prosi tą drogą Rodaków z Francji o wiadomość o mężu.

◊ Udział Francji w «Targach Wschodnich».

Komitet Zarządzający Sekcji Francuskiej na «Targach Wschodnich» zebrał się dnia 16 lipca

Jedyny Zakład Kuśnierski Polski
w Paryżu

A. MAKOWSKI

10, rue Jean-de-Beauvais, PARIS
(kolo nr. 51, bulw. St-Germain)

Wielki wybór futer.

Modele pierwszorzędných domów.
Przechowywanie i przerabianie futer.
Ceny umiarkowane, w sezonie letnim
znacznie niższe.

POLSKA FABRYKA MEBLI

Artystycznych we wszystkich
STYLACH

Małachowski

45 i 47 rue de Reuilly — Paryż (XII^e)
(metro Reuilly)

Wielki wybór na składzie.

DENTYSTA POLAK

STEFAN MENDRYS, 32 place ST. GEORGES, 32
(Nord-Sud St. Georges)

wykonywa po cenach umiarkowanych wszelkie operacje dentystyczne.

Przyjmuje od 9—12 i od 2—7. W niedziele i święta tylko od 9—12.

Dla pracujących w biurach i magazynach w godzinach pozabiurowych za zawiadomieniem

FOURRURES — PELLETERIES

E. ROSNER & C^{ie}

48, rue du Colisée, PARIS (8^e)

Tél. : Elysée 21-46

w lokalu Krajowego Komitetu Radców Handlu Zagranicznego pod przewodnictwem p. Pascalis'a, b. prezesa paryskiej Izby Handlowej. Wzięły udział w zebraniu przedstawiciele ciał, które ukonstytuowały Komitet Zarządzający (Comité Directeur de la Section Française à la foire de Lwów), a mianowicie : p. Armand Megglé, przedstawiciel « Office National du Commerce Extérieur » i dyrektor komitetu organizacyjnego; p. Daniel Weil, przedstawiciel « Comité National des Conseillers du Commerce Extérieur »; p. Bertrand Taquet, przedstawiciel « Comité Français des Expositions », oraz p. Aleksander Merlot, sekretarz generalny Izby Handlowej Francusko-Polskiej.

Ustanowiono następujące warunki udziału francuskiego W «Targach Wschodnich.»

Ugrupowanie, ekspedycja, konwojowanie, przyjęcie i przewiezienie na plac «Targów» ekspozycji francuskiej zostanie dokonane na koszt wystawców przez ekspedytora, którego Komitet organizacyjny później wyznaczy. Przyjęcie ekspozycji na placu «Targów», instalacja produktów w standach, ponowne ich zapakowanie i zwrot wystawiającemu, formalności celne w razie sprzedaży, a także instalacja standów i ich urządzenie, to wszystko zostanie dokonane przez Komitet organizacyjny, który przez cały czas trwania «Targów» będzie miał we Lwowie swego przedstawiciela.

Zgłoszenia wystawców francuskich są przyjmowane do 5 sierpnia.

Jak wiadomo, udziałowi francuskiego w «Targach Wschodnich» patronuje francuskie Ministerstwo Handlu i Przemysłu, oraz specjalny komitet honorowy, skład którego weszli pp. Clementel, b. minister handlu, Noulens, prezes Twa «France-Pologne»; Dupont, wielki przemysłowiec i de Tarde, prezes «Office National du Commerce Extérieur».

IMPRIMERIE LEVÉ

71, rue de Rennes. — Tél. : Saxe 03-43

Wykonywuje wszelkie druki polskie.
Cyrkularze. Karty ogłoszeniowe.
Broszury. Formularze. Zaproszenia.
Książki, etc. etc.

Na ządanie, przeprowadza sama korektę polską

Tel. Trudaine 54-68.

SAVOYS SOUPERS

OBIADY — KOLACJE

Open all night. Ouvert toute la nuit.

:: Otwarte całą noc. ::

Orkiestra cygańska-Tańce-Śpiewy.

OBIADY à prix fixe i à la carte

z winem i kawą po 18 franków.

Dyrektor CHARLY. 73 rue Pigalle.

Compagnie Générale Transatlantique

PARIS — 6, RUE AUBER

LINJA POCZTOWA Z HAVRU DO NOWEGO-YORKU

Szybkie parostalki

dla podróżujących Iej,

IIej i IIIej klasy.

Wyjazd z Havru co sobota.

Pociągi specjalne z Paryża do Havru.

Bliższych informacji udziela Biuro

6, Rue Auber, PARIS

Potrzebni:

**murarze i układacze
trójkątnych posadzek**

Zgłoszenia listownie: Flament Paul (Adolphe) —
Colonne - Lievin (P. de C.).

Villégiature recommandée

ÉTABLISSEMENT THERMAL

DE

PRÉCHACQ-LES-BAINS (LANDES)

Traitements de toutes affections rhumatismales, douleurs, sciaticques, arthrites, par l'application des boues **VEGETO-MINÉRALES RADIOACTIVES**. Installation moderne. Cuisine de premier ordre. Pays superbe. Jeux et distractions de tout ordre.

Pension complète, vins compris : première classe, 18 francs par jour; deuxième classe, 15 francs.

Station Lалуque. — Service automobile.

Ecrire ou téléphoner à : **Etablissement Thermal, Pontonx-sur-Adour.**

Envoi de notices sur demande.

Przy zmianie adresu prosimy nadsyłać markami pocztowymi 75 centimów na druk nowych opasek.

RYNEK PIENIĘŻNY

Paryż, dnia 20 lipca 1922.

Funty angielskie.....	53 fr. 17
Dolary ameryk.....	41 fr. 94
Franki belg.....	94, 70
Franki szwajc.....	2 fr. 29, 50
Marki niem.....	2, 40
Korony czeskie.....	26, 75
Leje rumuńskie.....	7, 40
Korony austr.....	0, 04
Liry włoskie.....	54, 80
Marki polskie.....	—
Banknoty.....	0.22
Czeki na Warszawę.....	0.21 — 0.23
Tysiąc marek polskich.....	2 fr. 30